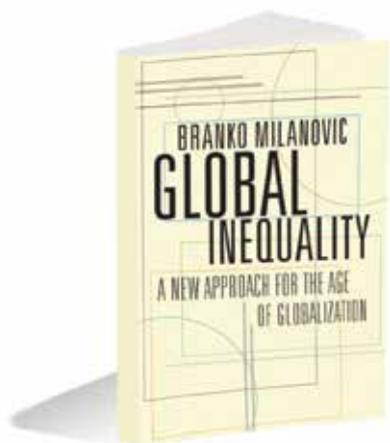


Les gagnants et les perdants



Branko Milanovic

Global Inequality

A New Approach for the Age of Globalization

Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 2016, 320 pages, 29,95 dollars (toilé).

S'essayant tantôt à mesurer l'inégalité dans l'Empire byzantin, tantôt à déterminer où les gens se situent dans l'échelle mondiale des revenus, Branko Milanovic s'est taillé une réputation de penseur original dans ce domaine. Avant même que Thomas Piketty fasse fureur, il s'inspirait des portraits de Jane Austen pour explorer l'évolution de l'inégalité dans l'histoire.

Le dernier livre de Milanovic ne vous décevra pas. Il annonce d'abord les gagnants de la «mondialisation haut-de-gamme», les classes moyennes des pays émergents d'Asie et les grosses fortunes mondiales. La grande perdante est la classe moyenne des pays développés. Il observe que si l'inégalité augmente au sein des pays, les écarts entre les pays diminuent, si bien que l'on ne peut pas parler d'une augmentation de l'inégalité à l'échelle mondiale.

Certains en profitent pour déclarer que les inégalités importent peu. Ce n'est pas le cas de Milanovic. Il reconnaît que les tendances à venir sont floues. Si la convergence persiste, les inégalités internes pourraient reprendre le dessus, comme ce fut le cas au XIX^e siècle, si bien que la classe importera plus que la situation géographique. Milanovic sait en outre fort

bien que le débat politique continue de s'inscrire dans le cadre de l'État-nation.

Il consacre donc son plus long chapitre aux inégalités internes. Il cherche à exonérer en partie Simon Kuznets de la critique de Piketty en proposant une «grande théorie» de l'inégalité, ce qu'il appelle les «vagues de Kuznets», qui décrivent l'alternance des hausses et baisses de l'inégalité. Il retrace le parcours de la première vague de Kuznets au cours du siècle et demi se terminant dans les années 80, où débute la deuxième vague, déclenchée par les mêmes facteurs que la première : technologie, mondialisation et politiques économiques en faveur des classes aisées.

Mais cette explication est peut-être un peu trop bien ficelée. D'abord, rien ne prouve que l'on puisse réduire le progrès technique à deux révolutions. D'aucuns argumentent d'ailleurs de quatre à six vagues technologiques depuis la fin du XVIII^e siècle.

Et bien qu'il décrive en détail les forces positives et négatives qui réduisent l'inégalité, Milanovic est assez nébuleux au sujet du point d'inflexion de la vague. Il affirme que l'inégalité devient intenable, mais ne se dissout pas d'elle-même : elle fait d'abord naître des guerres, des conflits sociaux, des révolutions. Ainsi, de la Première Guerre mondiale, il fait sien la théorie de Lénine selon laquelle la montée des impérialismes en fut la cause endogène. Mais qu'est-ce que cela présage pour notre époque? Milanovic nous mène jusqu'au bord du précipice, mais bat ensuite en retraite. Et, curieusement, il évoque à peine l'une des forces économiques les plus négatives du XXI^e siècle — le changement climatique —, qui pourrait avoir des effets catastrophiques sur la répartition des revenus, au plan interne comme international.

L'auteur est en terrain plus sûr quand il dépeint l'air du temps. Aux États-Unis en particulier, il pense qu'il y a peu de chance d'inverser la «spirale vertigineuse de l'inégalité» à l'heure où les capitaux sont ultra-mobiles et que les riches ont la mainmise sur le système politique. Les remèdes qu'il propose — essentiellement un système

de péréquation, surtout sur le plan de la détention du capital et de l'éducation — méritent un examen attentif.

Mais est-ce suffisant? Milanovic voit sous un jour un peu trop positif le secteur financier, qui attise résolument les inégalités tout en produisant peu de valeur sociale. Il serait utile, sur le plan de l'égalité comme de la stabilité financière, de restreindre la puissance et l'ampleur de ce secteur. Et peut-être que l'heure est venue d'instituer une taxe mondiale sur le capital, façon Piketty, ce qui nécessiterait bien entendu un effort majeur de coordination internationale.

Milanovic aborde aussi le sujet bien actuel des migrations, même s'il laisse nombre de questions sans réponse. Il suggère une expansion des mouvements migratoires, mais «en conférant une structure juridique à des différences relativement ténues» entre travailleurs nationaux et migrants. Nul besoin d'être déontologue pour percevoir les risques que cela comporte. Le problème est que le cadre de référence moral de l'auteur, comme de beaucoup trop d'économistes, est atrophié. Il fait fi, par exemple, du mauvais traitement infligé aux travailleurs temporaires, arguant qu'ils sont mieux lotis que s'ils étaient restés chez eux.

De manière plus générale, les questions morales que pose l'inégalité sont absentes de la réflexion. Il faut que cela change, surtout parce que les économistes ont tendance à faire passer l'efficacité avant la justice distributive. Notre discours sur l'inégalité gagnerait beaucoup à inclure une réflexion sur ce qui constitue une allocation équitable des ressources, ce dont nous sommes redevables les uns aux autres à l'heure de la mondialisation et ce qui caractérise une société bien faite.

Au total, le livre de Milanovic est vivement recommandé. Il est facile et agréable à lire. Et son épaisseur raisonnable prouve que l'analyse sérieuse de l'inégalité ne nécessite pas un traité de 700 pages!

Anthony Annett

Conseiller pour le changement climatique et le développement durable, The Earth Institute, Université Columbia.